

Mali/A la suite d'arrestations de l'armée 25 corps retrouvés dans le centre

AFP
Bamako/Mali

Pour des associations, il s'agit d'une "énième exécution de trop". Le ministre de la Défense dément ces accusations.

LES corps de 25 personnes ont été retrouvés dans le centre du Mali après une série d'arrestations par l'armée malienne la semaine dernière, a-t-on appris hier de sources concordantes.

Ces derniers mois, les annonces par l'armée malienne de la "neutralisation de terroristes" dans cette région ont souvent été contestées par les organisations de défense des droits de l'homme et par des habitants, qui ont dénoncé des exécutions extrajudiciaires.

L'association de défense des droits des populations pastorales Kisal affirme dans un communiqué que, la semaine dernière, "lors d'une opération de l'armée malienne dans les localités



Photo : AFP

La mort de 25 personnes, découvertes dans des fosses communes, est imputée à l'armée par des associations. Des accusations que rejette le ministère de la Défense.

de Kobaka et Nantaka, au centre du Mali, 25 personnes issues de la communauté peule ont été arrêtées".

"Les riverains alertés par les coups de feu ont effectué par la suite un ratissage dans les environs", découvrant "trois fosses communes contenant au total 25 corps", selon Kisal, qui fournit une liste nominative de 18 personnes identifiées et "s'indigne contre cette énième exécution de trop".

"Dans la première fosse, il y a sept corps. Dans la deuxième 13, et cinq autres dans la troisième", a précisé à l'AFP Oumar Diallo, membre de Tabital Pulaaku, principale association de la communauté peule au Mali, à Mopti, chef-lieu de la région.

Sollicitée par l'AFP, une source au ministère de la Défense a démenti "ces accusations d'exécutions sommaires", ajoutant qu'une enquête avait été ouverte. Un porte-parole du minis-

tère a récusé le terme "d'exactions" de l'armée. "La zone en question est dangereuse, des militaires maliens en visite auprès de leurs familles y ont perdu la vie", a-t-il affirmé, faisant état de la présence de "terroristes et d'hommes armés non identifiés".

Selon un habitant de Nantaka, Hama Kelly, à leur arrivée dans le village des militaires maliens ont commencé par arrêter toute personne qu'ils rencontraient. "Ils ont récupéré

leurs téléphones portables et cartes d'identité. C'est après que les Songhai ont été libérés, mais tous ceux qui sont peuls sont restés avec eux", a-t-il déclaré.

Interrogé par l'AFP, le gouverneur de la région de Mopti, le général Sidi Alasane Touré, a dit ne pouvoir faire aucun commentaire. "Une unité de l'armée est dans la zone, j'attends son retour pour faire le point", a-t-il indiqué.

L'armée malienne est la plus touchée par les attaques jihadistes, en particulier dans la région de Mopti, souligne dans son dernier rapport trimestriel sur le pays le secrétaire général de l'Onu, Antonio Guterres.

La sécurité des civils continue à se dégrader dans cette région, avec notamment une "augmentation des conflits intercommunautaires", ajoute-t-il, évoquant par ailleurs "la multiplication des allégations faisant état d'exécutions sommaires et d'exactions commises par les membres des forces maliennes".

L'Afrique en bref

• Cameroun/Violences. Deux militants du parti au pouvoir abattus en zone anglophone

Un couple de militants du parti au pouvoir au Cameroun a été abattu samedi à Batibo, dans la région du Nord-Ouest anglophone, a annoncé le gouvernement qui accuse les "terroristes" d'en être responsables, les séparatistes accusant l'armée.

• Côte d'Ivoire/Politique. Le PDCI, allié de Ouattara, rejette le "parti unifié"

Le PDCI, parti de la coalition au pouvoir en Côte d'Ivoire, a rejeté dimanche la mise en place d'"un parti unifié" avant la présidentielle de 2020, un projet pourtant soutenu par son grand allié, le chef de l'Etat ivoirien Alassane Ouattara.

• Mali/Présidentielle. Une femme d'affaires candidate

Une femme d'affaires malienne, Kanté Diébou Ndiaye, 55 ans, s'est lancée hier dans la course à l'élection présidentielle du 29 juillet, où elle affrontera une vingtaine d'hommes, afin de sortir les femmes de leur "isolement" dans ce pays du Sahel.

• Zambie/Justice. Début du procès d'un opposant au président Lungu

L'ex-ministre zambien Chishimba Kambwili, un des critiques les plus virulents de l'actuel président du pays Edgar Lungu, a nié les accusations de fraude qui pèsent sur lui, hier à l'ouverture de son procès devant un tribunal de Lusaka.

A travers le monde

• Colombie/Politique. Le candidat de droite, Ivan Duque, élu président



Le candidat de droite, Ivan Duque, a remporté dimanche l'élection présidentielle en Colombie et va succéder à Juan Manuel Santos, à l'issue d'un duel inédit avec un représentant de gauche, Gustavo Petro, et crucial pour l'accord de paix avec l'extrême-gauche Farc.

• Syrie/Conflit. Washington en accusation

Le Hachd al-Chaabi, supplétif crucial de l'armée irakienne contre le groupe Etat islamique (EI), a accusé les forces américaines d'avoir tué 22 de ses membres dans des frappes aériennes sur l'est de la Syrie frontalière de l'Irak.

France/Politique

La droite replonge dans la crise

AFP
Paris/France

Le limogeage de la numéro 2 de LR et les critiques qu'a essuyées cette dernière de la part des cadres fragilisent un peu plus un parti encore sous le coup de sa défaite cuisante à la présidentielle.

BALAYEE lors de la dernière présidentielle, la droite française a replongé dans la crise après le limogeage de la N.2 du parti par le patron des Républicains (LR), Laurent Wauquiez, dont la ligne dure est contestée en interne. Les cadres du parti fustigeaient hier le manque de "solidarité" de Virginie Calmels, ancienne directrice générale d'Endemol Monde, démise sans ménagement par le biais d'un communiqué laconique ne

comportant même pas son nom dimanche soir.

"On ne peut pas garder un numéro deux qui joue contre son camp", a insisté la porte-parole des Républicains, Lydia Guirous, sur la chaîne BFM-TV.

Reste que l'affaire tombe mal pour Laurent Wauquiez, triomphalement élu à la tête du parti mais dont la cote de popularité ne cesse de s'effriter depuis.

L'ancien ministre peine surtout à rassembler ses troupes toujours traumatisées après le fiasco de la présidentielle de mai 2017 où la droite avait été éliminée dès le premier tour.

Sous couvert d'anonymat, plusieurs membres du parti, y compris au sein de la direction qu'il a lui-même installée, critiquent une prise de décision jugée solitaire de M. Wauquiez et sa présence trop parcimonieuse dans les médias.

Le patron de la droite, dont



Photo : AFP

En limogeant la numéro 2 de son parti, le président de Les Républicains Laurent Wauquiez semble avoir précipité de nouveau la droite dans la crise.

l'électorat a été en partie siphonné par le président Emmanuel Macron, est aussi accusé de reprendre les thèmes de l'extrême droite, ce qui provoque de nombreux remous au sein du parti.

Virginie Calmels a ainsi publiquement fustigé un tract intitulé "Pour que la France reste la France", distribué le week-end dernier. Elle

avait jugé ce tract "anxieux" et évoqué un "dysfonctionnement" dans la prise de décision au sommet du parti, pris en étau entre la majorité macronienne et l'extrême droite de Marine Le Pen.

Elle avait enfoncé le clou dans un entretien au Parisien dimanche. Depuis son élection, avait-elle jugé, M. Wauquiez "démontre qu'il

semble uniquement là pour défendre sa propre ligne".

M. Wauquiez avait déjà fait bondir une partie de son camp en février avec la diffusion d'un cours donné à son insu, dans lequel on l'entendait adresser de sévères critiques à de nombreux acteurs de la vie politique. A commencer par l'ex-président Nicolas Sarkozy, qui garde de nombreux soutiens à droite.

Valérie Pécresse, une autre rivale de M. Wauquiez à l'intérieur du parti, a dénoncé hier "un rétrécissement de notre famille politique" qui est, selon elle, "un danger, une menace pour la droite française".

Soutien de Laurent Wauquiez et N.3 du parti, Guillaume Peltier a, lui, qualifié le limogeage de Mme Calmels d'"épisode dérisoire" qui "n'empêchera pas la droite de se refonder".

Etats-Unis-Allemagne/Immigration

Trump s'immisce dans la crise politique allemande

AFP
Washington/Etats-Unis

LE président américain Donald Trump s'est immiscé hier dans la crise politique en Allemagne, en affirmant que les Allemands se retournaient contre la chancelière An-

gela Merkel en raison de la question migratoire.

"Le peuple allemand est en train de se retourner contre ses dirigeants alors que l'immigration secoue la coalition déjà fragile de Berlin. La criminalité en Allemagne est très en hausse. Grosse erreur dans toute l'Europe que de laisser entrer des millions de

personnes qui ont si fortement et violemment changé leur culture !", a tweeté M. Trump.

"Nous ne voulons pas que ce qui se passe avec l'immigration en Europe se passe avec nous !", a écrit le président américain qui fait face à de vives critiques dans son pays à cause de sa politique de "tolérance zéro"

sur l'immigration, en vertu de laquelle les enfants sont séparés de leurs parents sans-papiers.

La chancelière allemande Angela Merkel joue en ce moment son avenir politique, à la suite d'une fronde sans précédent sur la politique migratoire de l'aile la plus à droite de sa coalition gouvernementale

qui réclame plus de fermeté aux frontières.

Hier, le ministre allemand de l'Intérieur, Horst Seehofer, a menacé de fermer les frontières de l'Allemagne "en juillet" aux migrants faute d'un accord entre dirigeants européens en marge d'un sommet fin juin, un ultimatum aussitôt rejeté par la chancelière.